

SOMMAIRE

Page 1

L'auxiliaire de croissance.
Les gardes-côtes au Havre.

Page 2

Bpifrance : quand il faut, où il faut.
Divorce Matmut / AG2R-La Mondiale.

Page 3

Le contrat d'Eure Madrie Seine.
Les rotations préfectorales.

Page 4

La feuille de route de Cléon 4.0.
Jean-Louis Louvel.

Les gardes-côtes au Havre.

Pour accroître l'efficacité des gardes-côtes français, dans un contexte d'évolution rapide de leurs missions, moyens et équipements, le Gouvernement a décidé de créer "un commandement opérationnel unifié" au sein du service commun national aéromaritime (SCN).

- Le SCN aéromaritime sera prochainement implanté au Havre. Le commandement opérationnel exercera donc ses responsabilités depuis la "Porte Océane", tous les services territoriaux lui seront rattachés.

À savoir : composante essentielle du dispositif de surveillance, "la garde-côte en douane" est forte de 800 agents.

Brexit : Legoupil est à Calais.

Pour aider le port de Calais à réaliser ses nouveaux contrôles douaniers, l'entreprise normande Legoupil Industrie (Vire - 14) vient de livrer, en 3 semaines seulement, deux bâtiments industriels de 165 et 212 m².

- Ils sont destinés à la douane et au Service d'Inspection Vétérinaire et Phytosanitaire (SIVEP)

Rappelons que Legoupil Industrie a été racheté, il y a un an, par Treuil Construction Ingénierie, le groupe de BTP présidé par Gilles Treuil, le nouveau président de la CCI Normandie.

L'auxiliaire de croissance.

• Le douanier est "un être simple".

Directeur interrégional des douanes de Normandie, Jean-Paul Balzamo explique que "le douanier est un être simple qui assure la police des marchandises". Derrière ce "raccourci" de présentation se dissimulent, en réalité, trois grandes missions indispensables à la "régulation des flux".

- Une mission fiscale : 6 Md€ de taxes diverses ont été perçus en Normandie, pour le compte de l'État, en 2018. C'est important.

- Une mission de développement économique local : pour les entreprises, la simplification et la dématérialisation des procédures sont des leviers de compétitivité. Rappelons que plus de 1,5 million de déclarations sont traitées chaque année.

- Enfin, et c'est la plus connue, une mission de lutte contre la fraude, les contrefaçons et les grands trafics. Par exemple, 4,3 t de stupéfiants (surtout de la cocaïne) ont été saisies dans la région en 2018.

Ces missions sont assurées par 877 agents (aux compétences "très pointues"), principalement répartis entre les directions opérationnelles de Rouen, du Havre et de Caen, sur la première façade maritime du pays avec, comme cœurs battants, les grands ports du Havre et de Rouen, sans oublier Cherbourg, Caen-Ouistreham et Dieppe.

- Précisons aussi que la direction des "gardes-côtes" de Rouen, qui couvre la façade Manche/Mer du Nord, est rattachée à la Direction interrégionale de Normandie.

Mon commentaire : Jean-Paul Balzamo insiste principalement sur l'action de soutien économique de son administration. Elle n'est pas forcément bien connue du grand public et des responsables professionnels et politiques. Et pourtant elle est stratégique ; on s'en aperçoit avec le Brexit, la douane est ici un tiers de confiance qui sécurise les échanges et un bon auxiliaire de croissance.

• Tout devrait bien se passer.

Parlons du Brexit qui est à la "une" de l'actualité. Depuis maintenant plus d'un an, les douanes de Normandie se préparent au pire, comprenez au rétablissement d'une frontière "en dur".

- "Compte tenu de la situation à Londres, trois scénarios sont désormais possibles", rappelle Jean-Paul Balzamo : un no deal brutal dès le 1^{er} juin prochain si les Anglais ne bougent pas, un no deal différé au 31 octobre si l'accord de retrait n'est pas ratifié d'ici là, ou encore une sortie "en bon ordre", le 1^{er} janvier 2021, si l'accord est ratifié.

- "Dans tous les cas, on s'adaptera", rassure Laurence Coredo, la "Madame Brexit" de la direction interrégionale. C'est l'avantage de s'être préparé au pire.

- De fait, l'effort d'information/sensibilisation des entreprises a porté ses fruits.

Normandie : Terre de jeux 2024.

Présidé par Jean-Luc Léger, le CESER Normandie continue d'attirer l'attention des responsables régionaux sur les dossiers à traiter, sans tarder, alors même qu'ils ne sont pas encore d'actualité.

- C'est le cas de la préparation des Jeux Olympiques de Paris dont la Normandie veut être l'une des bases arrière pour accroître sa notoriété. *"Il ne suffit pas d'accueillir des équipes venues du monde entier pendant la phase de préparation, disent les conseillers, il faut penser à l'après : que se passera-t-il quand les lumières seront éteintes ?"*
- Pour que les investissements profitent aux Normands après 2024, le CESER propose à la Région de lancer un appel à manifestation d'intérêt pour encourager l'émergence de projets innovants, notamment pour les jeunes et les publics en zone rurale, en situation d'isolement ou de précarité.
- De même, la mise en œuvre des politiques d'accessibilité (transports, hébergement, pratiques sportives) pourrait être accélérée dans la perspective des JO.
- Enfin, le CESER encourage fortement la Région à candidater au label "Terre de Jeux 2024", qui incite les territoires à s'inscrire dans une dynamique de développement du sport.

Mobilité : fin des états généraux.

Lancés par la Région en novembre dernier, les états généraux de la mobilité en Normandie vont s'achever le 3 juin prochain à Caen.

- C'est un enjeu fort pour le président Morin qui a fait de la mobilité l'une de ses grandes priorités.
- Rappelons que la Région est la collectivité "chef de file de l'intermodalité".
- Cette séance de clôture va coïncider avec la fin du débat parlementaire sur la Loi LOM ; après le vote positif du Sénat, début avril, le projet revient devant l'Assemblée nationale ce mardi 14 mai.

Commentaire : la Loi LOM prévoit de donner la priorité à la mobilité quotidienne plutôt qu'aux grands projets d'infrastructures. Quelles seront les conséquences pour la LNPN ou encore le contournement de Rouen ?

32 réunions publiques ont été organisées l'an dernier, 1 175 entreprises normandes y ont participé. Aujourd'hui, la direction des douanes estime que 78% des importateurs/exportateurs normands sont "à niveau" et que 600 seulement restent encore "à évangéliser". *"Nos pôles économiques de Rouen, du Havre et de Caen sont prêts à les accueillir, indique Laurence Corado, il n'y a pas de temps à perdre"*. De fait, prévoir, c'est pouvoir...

- En attendant, la priorité est de limiter les "bouchons" et de fluidifier le passage de la frontière. Il y a des aménagements spécifiques à réaliser, notamment pour les contrôles sanitaires et vétérinaires, le stationnement des véhicules (500 000 poids lourds traversent la Manche chaque année), sans oublier l'accueil des piétons. On le sait, les ports normands se sont rapidement adaptés : ils sont Brexit ready.
- Mais là n'est pas l'essentiel. Il est dans l'anticipation des formalités, en amont du passage, grâce au système de dédouanement dématérialisé Delta déjà testé "à blanc" à Caen, Cherbourg et au Havre. Objectif : accélérer les opérations. C'est ce que Laurence Corado appelle "la frontière intelligente". *"On va connaître le statut douanier de la marchandise dès son arrivée au port, ce qui nous permettra d'orienter les camions vers la bonne file : verte pour la sortie directe, orange pour les formalités complémentaires."* La direction interrégionale l'espère : tout devrait bien se passer.

Mon commentaire : les organisations syndicales ne partagent pas cet avis. Elles pensent que le renfort annoncé de 30 agents supplémentaires en Normandie est très insuffisant et que les équipes ne pourront pas faire face.

Bpifrance

Là où il faut, quand il faut, en Normandie

L'une est à Rouen, l'autre est à Caen. Philippine Lucille et Marie Poussin, les deux directrices régionales de Bpifrance, se mettent rarement en avant, car, par nature, leurs actions sont discrètes.

- Mais elles sont souvent là, quand il le faut, grâce à leurs réseaux, en appui des banques et des investisseurs (cofinancement oblige), de l'Etat et de la Région (dans la mise en œuvre de leurs politiques publiques), pour financer ou garantir, les entreprises "innovantes et conquérantes", au service de l'économie normande.
- Leur discrétion ne doit pas masquer leur efficacité. En 2018, grâce à leurs outils (NDLR - La Bpi est un couteau suisse), elles ont soutenu 4 154 en-

Et pendant ce temps-là...

• AG2R La Mondiale / Matmut : la déconstruction.

Surprise. Moins de 5 mois après avoir célébré leur union, AG2R-La Mondiale et la Matmut viennent donc d'annoncer leur séparation, une décision qui sera validée par des assemblées générales extraordinaires convoquées avant la fin du mois. Le processus de déconstruction sera alors lancé.

Que s'est-il passé ?

- *"Nous avons sous-estimé nos différences de culture, explique André Renaudin, le "patron" d'AG2R-La Mondiale, à notre confrère Les Échos, nous avons constaté des divergences de valeurs, de vision et de méthodes..."*

En réalité, AG2R-La Mondiale (le Goliath de l'opération) aurait aimé absorber La Matmut, en s'affranchissant des équilibres de gouvernance, négociés pendant les fiançailles, comme le font des partenaires qui se respectent. Mais c'était sans compter avec le tempérament du "David rouennais", fort de son agilité et attentif au respect des accords passés. C'est ce qu'il faut comprendre quand on parle *"de divergences de valeurs, de vision et de méthodes"*.

Le divorce est donc prononcé ; le groupe Matmut reste donc plus que jamais rouennais, un ancrage qu'il a renforcé au cours des deux dernières années avec son alliance réussie avec BNPP (implantation de Cardif Iard à Sotteville) et l'arrivée de son "assistant", IMA, à Petit-Quevilly mi-2018.

Gérard Gavory.

Les "rotations préfectorales" continuent et s'accroissent en Normandie.

- Gérard Gavory, 60 ans, vient d'être nommé préfet de la Manche. Il arrive de Haute-Corse où il occupait les mêmes fonctions depuis 2 ans. C'est sa première nomination en Normandie. Sa prise de fonction est prévue le 27 mai.
- Gérard Gavory succède à Jean-Marc Sabathé, en poste à Saint-Lô depuis mars 2017. On ne connaît pas sa nouvelle affectation. Dans le département, c'est avec surprise et regret que l'annonce de son départ a été accueillie.

Stéphane Richard.

Le PDG d'Orange sera demain à Val-de-Reuil (27) pour poser la première pierre du "Data center Normandie 2".

- Pour mémoire, le premier data center Orange Normandie Val-de-Reuil a été mis en service en 2012, c'est l'un des 10 data centers appartenant à Orange en France. C'est le plus grand d'Orange France (le campus fait 18 hectares) et l'un des plus écoresponsables au niveau mondial (les salles informatiques sont refroidies grâce à l'air extérieur 11 mois sur 12, technologie dite free-cooling).
- Le nouveau centre est construit sur le même campus, sa surface est identique au premier (16 000 m²) et Orange affirme "qu'il sera tout aussi vert". Mise en service prévue fin 2020.

À noter : coût de l'investissement, environ 100 M€.

Laurent Folloppe.

Qui a effectué la majeure partie de sa carrière professionnelle au sein du groupe Bolloré (il fut notamment le directeur de Bolloré Logistics au Havre, puis en Normandie entre 2015 et 2018) est le nouveau directeur commercial et marketing d'Haropa.

- Il est ainsi chargé des actions de promotion et de développement de l'offre de service des ports de l'axe Seine auprès des décideurs et partenaires extérieurs au niveau national et international.

Mon commentaire : c'est une responsabilité importante dans la perspective de la création de l'autorité portuaire unique de l'axe Seine, le 1^{er} janvier 2021, au plus tard.

treprises régionales, à hauteur de 724 M€, autorisant près de 1,6 Md€ de financements publics et privés. Importance de l'effet de levier.

Commentaire : 2018 a été une année record marquée par la préparation de l'industrie du futur, la progression de l'activité export (multiplication par 4 des montants alloués) et le déploiement du PIA 3 (dans ce cadre, 15 projets d'innovation ont été soutenus dans la région).

• Le détail des interventions 2018.

Voici les chiffres à retenir :

- 317 interventions en co-financements ont été réalisées avec d'autres banques : l'apport de la Bpi a été de 253 M€.
- 146 entreprises porteuses de projets innovants ont été soutenues pour un montant de 26 M€.
- 110 entreprises de toutes tailles ont bénéficié d'assurance prospection, assurance-crédit, assurance-change et cautions et préfinancement à l'international.
- 3 319 interventions en "garantie" pour faciliter l'accès aux prêts bancaires des entreprises en création, en transmission ou en restructuration. La Bpi a apporté sa garantie à hauteur de 187 M€ pour 439 M€ de prêts octroyés.
- La Bpi intervient aussi en fonds propres, en direct ou via des fonds partenaires ; elle possède un portefeuille de 99 participations régionales.

À savoir : *Philippine Lucille et Marie Poussin ont aussi développé des actions d'accompagnement, sous la forme de conseil en stratégie, auprès des entreprises en croissance. 108 entrepreneurs normands sont aujourd'hui membres de la communauté "Bpifrance excellence".*

• Les priorités 2019.

Il y en a deux :

- L'aide à la création d'entreprise: il s'agit de faciliter l'entrepreneuriat pour tous en levant les barrières à l'information, au financement et à la croissance, notamment dans les quartiers de la Politique de la Ville.
- Le soutien à l'industrie grâce à une intervention, aux côtés de la Région, dans les 10 "Territoires d'industrie" de Normandie.

Mon commentaire : cette action positive s'explique, notamment, par les bonnes relations de Bpifrance avec la Région. Les partenariats sont nombreux et multiples, les deux acteurs agissent de façon étroite, confiante, complémentaire et convergente. C'est bien.

Et pendant ce temps-là...

• Contrat avant fusion pour Eure Madrie Seine (27).

Dans l'Eure, Hervé Morin et Pascal Lehongre viennent de signer, avec Catherine Meulien, le contrat de territoire de la communauté de communes Eure Madrie Seine (CCEMS) dont la ville centre est Gaillon.

- Ce contrat a été négocié alors que la fusion entre la CCEMS et la Communauté d'Agglomération Seine Eure (Louviers-Val-de-Reuil) est attendue le 1^{er} septembre prochain, après le vote de la CDCI 27, programmée le 14 juin. Rappelons que la fusion va donner naissance à la 6^e intercommunalité de Normandie (60 communes, 105 000 habitants), un nouveau pôle structurant pour le développement économique et touristique de la vallée de la Seine.

Mais revenons au contrat de territoire d'Eure Madrie Seine. Les 19 projets inscrits vont mobiliser 26,5 M€ de financements publics dont 2,5 M€ seront pris en charge par la Région et 3,2 M€ par le Département. L'État et l'Europe apporteront 4,9 M€. Parmi les opérations financées, retenons :

- L'agrandissement ou la réhabilitation de zones d'activité : St-Aubin sur Gaillon et Gaillon/val d'Hazey.
- la valorisation touristique du Château de Gaillon et du plan d'eau de Tosny.
- La création d'une voie verte en vallée de l'Eure.

Le contrat couvre la période 2018/2021.

Jean-Louis Louvel.

Fondateur du groupe PGS (l'une des belles success-stories normandes), actionnaire principal de Paris Normandie, président du Rouen Normandy Rugby et de l'agence RNI, Jean-Louis Louvel vient de franchir une nouvelle étape sur le chemin de sa candidature à la mairie de Rouen. Devant le Club de la Presse de Normandie, il a annoncé "son envie de s'investir pour les Rouennaises et les Rouennais".

- Il y pense de plus en plus, car "il y a beaucoup à faire". On sent chez lui la volonté de rendre à son territoire ce que son territoire lui a donné. Rappelons que Jean-Louis Louvel est un self-made-man qui s'est fait en Normandie ; aujourd'hui, il veut participer en retour au développement de la région.

- Une candidature, oui, mais sous quelle étiquette ? Pour lui, ce n'est pas l'important, l'important, ce sont l'équipe et ses compétences.

Il prendra sa décision à la fin de l'été.

Mon commentaire : le pari est difficile.

Un bon chef d'entreprise n'est pas forcément un bon candidat ; la vie politique est un univers à part, très corrosif pour les novices.



Vous voulez vous abonner ?

C'est très simple, contactez :

Béatrice Tierce au 02 32 49 26 44

beatrice.tierce@wanadoo.fr

14, rue de l'Argillière - 27910 Les Hogues

Abt : 250 € TTC/an pour 44 n° (TVA 2,1%)

La CHRONIQUE
de Normandie
Récits des hauts faits, projets, humeurs et ambitions des responsables de la Région

Lettre hebdomadaire éditée par :

Chroniques et Actions

14, rue de l'Argillière, 27910 Les Hogues
Tél. 02 32 49 33 21 - 06 11 10 81 22

N° CPPAP : 1008 | 88511 - ISSN 2117-9743

Impression : Chroniques et Actions

Directeur de la publication :

Bertrand Tierce

Rédacteur en chef :

Bertrand Tierce

Abonnement : 250 € TTC/an pour 44 n°
(TVA 2,1%)

Chroniques et Actions

SAS au capital de 8 000 Euros
SIRET : 488 406 752 00011 • RCS Evreux

Ecosystème.

Cléon 4.0 définit sa feuille de route 2019-2021.

Initié par Renault et piloté par la CCI Rouen Métropole, l'Ecosystème Cléon 4.0 vient de définir sa feuille de route 2019-2021.

- Lors du 1^{er} comité stratégique du cluster qui s'est tenu, il y a deux semaines, à la préfecture de Seine-Maritime, tous les acteurs présents (industrie, santé, bancassurance, enseignement supérieur...) ont réaffirmé l'impérieuse nécessité de resserrer les liens entre les grands donneurs d'ordres et les sous-traitants locaux, le tout, en présence des représentants de l'État et des collectivités.

• Comment renforcer le maillage ?

Trois grands axes ont été retenus :

- Permettre à l'écosystème local de relever les défis de l'innovation : on parle ici d'industrie du futur avec, en filigrane, la digitalisation, l'agilité, la compétitivité, la satisfaction du client. "Il faut se mettre à niveau".

- Adapter les compétences (et donc les formations) aux besoins des entreprises : comment attirer les talents ? Comment se former tout au long de la vie ?

- Comment accroître le dialogue, le partage de bonnes pratiques et le retour d'expérience entre les grands groupes et les PME-PMI intervenantes ? Ici, il s'agit de créer de la culture commune et de la proximité entre toutes les parties prenantes.

Pour réussir, les groupes de travail du cluster vont être renforcés, de même que les rencontres BtoB, sans oublier la participation du cluster à de grands événements comme les "Rendez-vous d'affaires de Normandie" ou le "Salon normand de l'innovation et du numérique".

Commentaire n°1 : innovation, compétences/formations, mise en réseau, les objectifs de Cléon 4.0 sont aussi ceux des Territoires d'Industrie. Les deux démarches sont complémentaires ; la première vise à créer les conditions d'un écosystème plus efficace, la seconde à définir les objectifs communs pour lesquels l'écosystème peut devenir un groupe de pression vis-à-vis des puissances publiques.

Commentaire n°2 : co-présidée par Jean-Marie Dubos et Elise Hauters, la commission "Industrie Estuaire" de la CCI Seine-Estuaire (Le Havre) est une sorte de "Cléon 4.0" en gestation ; entre les deux territoires, le partage d'expérience pourrait être très utile.

Et pendant ce temps-là...

• Sanofi investit au Trait (76)

Le groupe Sanofi continue de moderniser son site du Trait, en Seine-Maritime, qui fête ses 50 ans. Il investit actuellement 40 M€ dans la construction d'un bâtiment dédié aux activités "biotech", confirmant ainsi le virage amorcé depuis 2 ans dans cette direction. Démarrage de la production en 2022.

• Les intercepteurs : le savoir-faire de CMN (50)

À Cherbourg, CMN (Constructions Mécaniques de Normandie) est mobilisé sur la construction de 21 des 39 navires intercepteurs HSI commandés par l'Arabie Saoudite. Le montant total du contrat s'élève à 535 M€. Rappelons que les intercepteurs sont l'une des grandes spécialités du chantier cherbourgeois, on se souvient que trois d'entre eux avaient été livrés, il y a 3 ans au Mozambique, confortant du même coup les négociations engagées avec l'Arabie Saoudite.

• La Banque des Territoires soutient les "TI"

Nouvelle directrice régionale de la Banque des Territoires, Céline Senmartin est pragmatique : les Territoires d'Industrie sont une chance, ils mettent en réseau des acteurs autrefois séparés sur les mêmes objectifs, il faut les soutenir. La Banque des Territoires en Normandie a déjà annoncé ses premiers financements à destination du "TI" Pays de l'Aigle. À suivre.